

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAARSTAHL AG

Vieux Crassier
BP 606
57350 Schœneck

Références : SCHOENECK_SAARSTAHL_2026-04-01_RAPVI_AR_EP_MED_LV_02760
Code AIOT : 0006201878

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2026 dans l'établissement SAARSTAHL AG implanté Vieux Crassier BP 606 57350 Schœneck. L'inspection a été annoncée le 23/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 18 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de contrôle ciblée sur la gestion des eaux pluviales des sites présentant des enjeux environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSTAHL AG

- Vieux Crassier BP 606 57350 Schœneck
- Code AIOT : 0006201878
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sairstahl AG est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes non valorisables issus du traitement de déchets d'aciéries par l'arrêté préfectoral modifié n°2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010.

L'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, est également applicable à l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
3	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.2.7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Valeurs limites applicables aux rejets	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Transmission sur GIDAF	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.3.3 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositif de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (l'inspection) a notamment constaté lors de la visite du 19 mars 2026 :

- l'absence de présentation de plan des réseaux pour la distribution de l'eau potable et la

- gestion des eaux usées domestiques (cf. point de contrôle n°1) ;
- l'absence de transmission sur l'application GIDAF des résultats des contrôles des eaux résiduelles (cf. point de contrôle n°5).

Les non-conformités constatées font l'objet de demandes d'actions correctives à l'exploitant.

Par ailleurs, l'inspection a constaté :

- l'absence de réalisation d'un échantillonnage moyen réalisé sur 24 heures et l'absence de contrôle des effluents par une société agréée par le ministère de l'environnement (cf. point de contrôle n°2) ;
- le non-respect des valeurs limites d'émission pour les paramètres pH et Arsenic ainsi que l'absence de mesure de la température pour les effluents rejetés (cf. point de contrôle n°4).

L'inspection propose au préfet de la Moselle de mettre en demeure l'exploitant pour les non-conformités constatées sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 (partiel)
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...]</p> <p>III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; -les secteurs collectés et les réseaux associés ; -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; -les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. <p>[...]"</p> <p>Article 6.2.1 AP n°2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 :</p> <p>"L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux usées domestiques ; - les lixiviats recueillis au niveau de la résurgence du Mondsee".
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan de collecte des eaux résiduelles de l'installation (lixiviats transitant par les casiers de stockage de déchets) à jour, du 30 août 2007. Les lixiviats sont recueillis dans Le Muldensee (cours d'eau qui s'est formé naturellement dans une dépression du terrain), au nord-est du crassier avant de rejoindre le réseau public de gestion des eaux usées</p>

et la station d'épuration de Burbach en Allemagne.

Le plan présenté contient :

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- la pompe de relevage permettant de transférer les lixiviats vers le réseau public ;
- le point de rejet des lixiviats ;
- le point de surveillance des lixiviats.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun dispositif de comptage n'est présent sur le site. L'inspection constate lors de la visite terrain que le site ne présente aucune surface imperméabilisée.

L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection de plan du réseau de distribution de l'eau potable sur le site, dont l'usage est destiné à l'alimentation des sanitaires, ni de plan de réseau des eaux usées sanitaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition sous deux mois les plans des réseaux d'eau de l'installation pour la distribution de l'eau potable et la gestion des eaux usées domestiques pour répondre à la prescription supra.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Dispositif de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.2.3.1

Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Les lixiviats recueillis au niveau de la résurgence située au Nord-est du crassier, en Allemagne, sont évacués vers un bassin de décantation avant de rejoindre un canal de collecte souterrain.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet".

Constats :

L'inspection constate, avec le plan des réseaux de l'installation et la cohérence de ce dernier lors de la visite terrain que les lixiviats recueillis au niveau de la résurgence située au Nord-est du crassier (Muldensee), en Allemagne, sont évacués par pompage vers le réseau public communal. Le gestionnaire du réseau (collectivité) dispose d'un bassin de décantation par lequel les eaux susceptibles d'être polluées transitent avant traitement par la station d'épuration communale.

L'exploitant a présenté à l'inspection l'autorisation de déversement des lixiviats dans le réseau public du 25 janvier 2008 délivrée par la collectivité. L'inspection n'a pas d'observation à la lecture de ce document.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.2.7
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : "Un contrôle trimestriel des eaux résiduaires de la résurgence du Mondsee doit être réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Ce contrôle portera sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 6.2.5 du présent arrêté. Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures".
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'analyse des eaux résiduaires de la résurgence du Muldensee des 31 mars 2025, 23 juin 2025, 1er septembre 2025 et 1er décembre 2025. L'inspection note : <ul style="list-style-type: none"> • que les prélèvements et analyses sont réalisées par la société Sairstahl, qui n'est pas un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement référencé sur le site LABEAU Environnement - gestion des agréments laboratoire ; • que le laboratoire de l'exploitant est certifié Cofrac pour les analyses des eaux résiduaires. • que la fréquence de mesure est respectée ; • que les prélèvements sont réalisés à partir d'un échantillon ponctuel, ce qui ne répond pas à la prescription (échantillon moyen sur 24h00) ; • que le prochain contrôle trimestriel est programmé le 26 mars 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sous 3 mois de respecter l'article 6.2.7 de l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites applicables aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.2.5
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

"Les eaux résiduaires de la résurgence du Mondsee sont acheminées via un canal souterrain à la station d'épuration de BURBACH (Allemagne).

Ces eaux doivent respecter les valeurs limites de rejets suivantes :

Paramètre Valeurs limites de rejets

Arsenic 0,1 mg/l

Cadmium 0,1 mg/l

Chrome 0,5 mg/l

Nickel 1 mg/l

Plomb 0,5 mg/l

Cuivre 0,5 mg/l

Zinc 2 mg/l

Cyanures 0,2 mg/l

AOX 1 mg/l

Les modalités de rejets sont également encadrées par une autorisation de rejet. Une copie de ces documents, ainsi que leurs éventuelles mises à jour, est communiquée à l'inspection des installations classées".

Article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

"[...] La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C [...] Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

Sauf dispositions particulières prévues par arrêté préfectoral pour les plateformes industrielles relevant de l'article L. 515-48 du code de l'environnement, le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 8,5,[...]".

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'analyse des lixiviats des 31 mars 2025, 23 juin 2025, 1er septembre 2025 et 1er décembre 2025.

L'inspection note :

- que les valeurs limites d'émission en concentration ne sont pas respectées pour l'ensemble des mesures de 2025 pour les paramètres suivants : pH (respectivement de 9,6 ; 9,1 ; 9,2 et 8,8), Arsenic (respectivement de 0,229 mg/l, 0,463 mg/l, 0,266 mg/l et 0,102 mg/l). Les autres paramètres analysés n'appellent pas de remarque de l'inspection ;
- que la température des effluents rejetés n'est pas analysée. La convention de rejet ne mentionnant pas ce paramètre, la valeur limite de 30 °C prévue à l'article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 est retenue.

L'exploitant a présenté à l'inspection la convention de rejet des eaux résiduaires avec la collectivité du 25 janvier 2008. L'inspection n'a pas d'observation à la lecture de ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sous 3 mois de respecter l'article 6.2.5 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2010-DLP/BUPE-228 du 21 juin 2010 pour la valeur limite d'émission en concentration du paramètre arsenic ; • sous 3 mois de respecter l'article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 pour la valeur limite autorisée du pH et la mesure de la température des effluents rejetés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Transmission sur GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2010, article 6.3.3 (partiel)
Thème(s) : Actions régionales, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] Les résultats de tous les contrôles d'analyse sont communiqués régulièrement à l'inspection des installations classées. [...]"</p> <p>Article 1er de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement : "Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que l'exploitant n'a transmis aucun rapport de contrôle trimestriel des eaux résiduaires ni de résultat d'analyse via l'application GIDAF ; • que le cadre GIDAF de l'exploitant n'est pas à jour. Le cadre GIDAF a été modifié suite à l'inspection pour intégrer les paramètres suivants : arsenic, cadmium, chrome, nickel, plomb, cuivre, zinc, cyanures, AOX, température et pH qui n'y figuraient pas jusqu'alors.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter sous un mois l'application GIDAF pour les analyses des lixiviats réalisées à compter du 1er janvier 2026, vu la modification du cadre effective au 1er avril 2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois